



HAL
open science

Les limites de la participation ou la mise à l'écart des groupes ethniques minorisés. Une enquête à Marseille

Marion Lang

► **To cite this version:**

Marion Lang. Les limites de la participation ou la mise à l'écart des groupes ethniques minorisés. Une enquête à Marseille. *Espaces et sociétés* (Paris, France), 2021, 2021/2 (183), pp.83-98. 10.3917/esp.183.0083 . halshs-03462934

HAL Id: halshs-03462934

<https://shs.hal.science/halshs-03462934v1>

Submitted on 22 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LANG Marion, (2021) « Les limites de la participation ou la mise à l'écart des groupes ethniques minorisés : une enquête à Marseille », *Espaces et sociétés*, vol. 2021/2, n° 183, p. 83-98, DOI : [HTTPS://DOI.ORG/10.3917/ESP.183.0083](https://doi.org/10.3917/ESP.183.0083).

Les limites de la participation ou la mise à l'écart des groupes ethniques minorisés. Une enquête à Marseille

Titre court : Les limites de la participation

Marion Lang

docteure en science politique, université de Saint-Étienne, laboratoire Triangle

Résumé

Cet article analyse les pratiques de démobilitation de certains publics de la participation et leurs effets quant au rapport à l'espace dans les quartiers populaires. Il montre qu'au-delà des ressources détenues par les groupes résidant dans ces espaces, des acteurs et actrices intermédiaires jouent un rôle central dans la mobilisation ou non de certains publics. Ici, les hommes des groupes ethniques minorisés sont exclus des dispositifs participatifs, car les causes qu'ils portent ne sont pas mises à l'agenda par les animatrices de la participation. En conséquence, on assiste à leur repli communautaire sur l'espace de la mosquée et la construction d'un rapport contraint au quartier. Leur mise à l'écart est renforcée par leur « remise de soi » à un représentant associatif qui ne défend pas réellement leurs intérêts. Leur rapport à l'espace public apparaît durablement contraint, car légitimé par les institutions locales.

Mots clés : participation, démobilitation, quartiers populaires, ethnicité, intermédiaires

The limits of participation or the sidelining of ethnic minority groups. An investigation in Marseille

Abstract

This article analyses the practices of demobilisation of certain groups from participation and their effects on the relationship to space in working-class neighbourhoods. It shows that beyond the resources held by the groups living in these areas, intermediary actors play a central role in the mobilisation or otherwise of certain groups. In this case, men from minority ethnic groups are excluded from participatory mechanisms because the causes they bring to the table are not put on the agenda by the participation facilitators. As a result, their community withdrawal into the neighbourhood mosque space and the construction of a constrained relationship with the neighbourhood. Their marginalisation is reinforced by their “handing over” to a representative of the association who does not really defend their interests. Their relationship to the public space appears to be permanently constrained because it is legitimised by local institutions.

Keywords : participation, demobilization, working-class neighborhoods, ethnicity, intermediaries

Los límites de la participación o la marginación de los grupos étnicos minoritarios. Una investigación en Marsella

Resumen

En este artículo se analizan las prácticas de desmovilización de ciertos públicos de la participación y sus efectos en la relación con el espacio en los barrios populares. Muestra que, más allá de los recursos que poseen los grupos que viven en esas zonas, los agentes intermediarios desempeñan un papel central en la movilización o no de ciertos grupos. En este caso, los hombres de los grupos étnicos minoritarios son excluidos de los mecanismos de participación porque los facilitadores de la participación no ponen en el orden del día las causas que ponen sobre la mesa. Como resultado, estamos siendo testigos de su retirada de la comunidad en el espacio de la mezquita del vecindario y la construcción de una relación restringida con el vecindario. Su marginación se ve reforzada por su “entrega” a un representante de la asociación que no defiende realmente sus intereses. Su relación con el espacio público parece estar limitada de forma duradera porque está legitimada por las instituciones locales.

Palabras clave : participación, desmovilización, barrios populares, etnicidad, intermediarios

Les limites de la participation ou la mise à l'écart des groupes ethniques minorisés. Une enquête à Marseille

Les travaux sur les publics de la participation ont identifié différents freins à l'engagement des classes populaires. D'une part, on assiste à la reproduction d'inégalités sociales (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005), ethniques (Bertheleu, 2009) et de genre (Raibaud, 2015) au sein des dispositifs participatifs. Au-delà des ressources nécessaires à l'engagement, la forme délibérative et ses normes peuvent conduire à une disqualification des prises de parole des groupes qui mobilisent davantage un registre expérientiel quand la norme est celle de la montée en généralité (Talpin, 2006), ou qui témoignent de leur malaise face à l'organisation de l'espace délibératif qui sépare le public des décideurs politiques (Carrel, 2013).

La « participation des habitants » constitue l'un des piliers de la politique de la ville et, à ce titre, contribue à l'encadrement des classes populaires urbaines (Tissot, 2007). Si elle vise à faire participer les habitant-e-s, cette politique contribue également à démobiliser certains groupes sociaux. Un des enjeux de cet article est ainsi d'interroger la façon dont les dispositifs de démocratie participative conduisent à la mobilisation sélective de certains groupes et, ce faisant, à la démobilisation d'autres. Mon approche sociologique permet ainsi de déconstruire la catégorie d'« habitants », qui invisibilise la diversité des populations des quartiers populaires (Carrel, 2013 ; Doytcheva, 2010). On sait en effet que les quartiers populaires constituent des espaces de concentration spatiale de différents groupes ethniques minorisés (Peugny, 2016 ; Siblot *et al.*, 2015). La littérature sur les groupes sociaux qui y résident s'est particulièrement focalisée sur les jeunes hommes (Kokoreff, 2003 ; Zegnani, 2013) ou les femmes, mères de famille, investies dans les structures d'action sociale (Faure et Thin, 2007), des catégories de population particulièrement ciblées par les représentations médiatiques et politiques ou l'action publique (Guénif Souilamas et Macé, 2006 ; Tissot, 2007). Moins de travaux se sont en revanche intéressés aux hommes plus âgés et appartenant à des groupes ethniques minorisés, ce que se propose de faire cet article¹.

L'objectif est ainsi d'analyser les logiques de démobilisation de certains groupes sociaux dans la participation et de questionner leurs effets sur le rapport et les usages qu'entretiennent les habitant-e-s

¹ Ce travail mobilise le concept d'ethnicité pour qualifier, dans une perspective relationnelle, les rapports sociaux fondés sur les perceptions de « l'origine » des individus et inscrits dans des rapports de domination sociaux et historiques. La mobilisation de la notion d'ethnicité permet de questionner la construction des frontières ethniques, entre groupes majorisés et minorisés, et leurs transformations (Barth, 1969). Les catégories ethniques mobilisées dans ce texte, comme Maghrébins ou Gitans, ne constituent pas des identités figées, mais sont issues de processus de catégorisation relationnels inscrits dans des rapports de pouvoir.

avec l'espace du quartier (Sauvadet et Bacqué, 2011). Si l'espace peut façonner les logiques de (dé)mobilisation, celles-ci peuvent en retour façonner le rapport des habitant-e-s à leur quartier et les pratiques spatialisées qu'ils y déploient. Pour ce faire, ce travail se focalise particulièrement sur les acteurs et actrices intermédiaires qui, à travers leur rôle d'encadrement des publics de la participation, favorisent la (dé)mobilisation de certaines franges d'habitant-e-s.

Ainsi, les rapports différenciés des habitant-e-s à la participation mais aussi leur appropriation de l'espace du quartier ne s'expliqueraient pas uniquement par la détention ou non de ressources économiques, sociales ou culturelles. Parmi les autres facteurs qui influencent la participation, le rôle des acteurs et actrices qui encadrent les publics mérite d'être davantage interrogé. Comment dès lors l'encadrement des publics par des acteurs et actrices intermédiaires contribue-t-il à la surreprésentation ou à l'absence de certains groupes dans les dispositifs participatifs, et notamment ici les hommes des groupes ethniques minorisés ? Et comment la (dé)mobilisation de certains groupes façonne-t-elle en retour leur rapport différencié à l'espace du quartier ?

Pour répondre à ces questions, j'ai mené une enquête ethnographique dans un quartier populaire marseillais entre 2014 et 2017. Malpassé est un quartier d'habitat social d'environ douze mille habitant-e-s situé dans le 13^e arrondissement. Il constitue un espace d'ancrage de différents groupes ethniques minorisés, dans un contexte de ségrégation et d'ethnisation des arrondissements nord de Marseille (Mattina, 2016 ; Sala Pala, 2013). Les principaux groupes ethniques présents à Malpassé sont les Maghrébins, les Gitans et les Comoriens, qui résident dans des sous-espaces distincts du quartier liés à des types de bâti spécifiques. Les ensembles de logements sociaux accueillent des ménages des groupes ethniques minorisés de classe populaire, notamment des Maghrébins et des Gitans. Ces derniers résident exclusivement dans certains immeubles, notamment l'ensemble des Cèdres. Dans les copropriétés dégradées habitent les fractions les plus précaires, notamment des Comoriens. Enfin, dans une petite zone pavillonnaire à la lisière du quartier, fractions supérieures des groupes ethniques minorisés de classe populaire et habitants du groupe majoritaire se côtoient.

Depuis 2003, un projet de rénovation urbaine est conduit dans la zone d'habitat social du quartier, toujours en cours au moment de l'enquête. Il a eu pour conséquence une baisse de la population du quartier entre 2011 et 2016, du fait de la démolition de logements, situés pour la plupart dans la zone des Cèdres où résident les Gitans, désormais moins nombreux parmi les résidents. Par ailleurs, plusieurs espaces laissés vacants à la suite des démolitions font l'objet, en 2016 au moment de l'enquête, de concertations en vue de leur aménagement futur.

Mon enquête m'a amenée à m'investir dans différentes associations et dispositifs participatifs du quartier. J'ai observé l'ensemble des dispositifs institutionnels de concertation organisés à Malpassé et assisté à différentes activités du centre social associatif. En particulier, l'observation de la table de

quartier² m'a permis d'enquêter sur les acteurs et actrices intermédiaires de la participation et les différents types de publics. J'ai ainsi pu réaliser une quarantaine d'entretiens semi-directifs avec des habitant-e-s et des responsables associatifs comme avec des acteurs et actrices institutionnel-le-s de la politique de la ville.

Ma réflexion s'organise en deux temps. J'analyse d'abord comment les acteurs et actrices qui encadrent la participation induisent des logiques différenciées de mobilisation et démobilitation selon des frontières ethniques et de genre, entre un public ordinaire composé de femmes maghrébines et un groupe d'hommes maghrébins âgés démobilisés. Puis je montre comment leur démobilitation de l'espace participatif a pour conséquence un rapport restreint et contraint à l'espace du quartier. Celui-ci se traduit notamment par un repli autour de la mosquée qui est renforcé par la remise de soi au représentant du lieu de culte.

L'ENCADREMENT DES PUBLICS COMME VECTEUR DE DEMOBILISATION

Loin d'être spontanée, la participation est le fruit d'un travail de mobilisation de la part de travailleuses sociales, notamment celles en charge de la table de quartier. Ce faisant, elles contribuent à façonner le public de ce dispositif, majoritairement composé de femmes des groupes ethniques minorisés. À l'inverse, du fait des enjeux qui sont discutés et de leur position dans l'espace social local, certains groupes se trouvent marginalisés.

Les femmes des groupes ethniques minorisés comme public ordinaire

À Malpassé, le public ordinaire des dispositifs de participation est principalement constitué par des habitantes gravitant autour du centre social. La majorité des participantes de la table de quartier sont des femmes des cités d'habitat social des environs. Elles ont entre 35 et 50 ans, sont mères au foyer, et pour une grande partie d'origine maghrébine. Elles fréquentent assidûment le centre social, que ce soit pour participer à des sorties familiales l'été ou mettre leurs enfants au centre aéré. Ayant l'habitude de participer à des réunions dans ce cadre, elles sont à l'aise pour prendre la parole. Myriam, par exemple,

² Une table de quartier est un dispositif participatif expérimental qui vise à favoriser la mobilisation et l'auto-organisation des habitant-e-s et associations des quartiers populaires dans une perspective de *community organizing*. Selon les territoires, elles sont portées localement par une association de quartier ou un centre social. Les tables de quartiers sont mises en place dans quatorze quartiers de la politique de la ville à partir de 2014. Issue d'une proposition du rapport Bacqué-Mechmache portant sur le renouvellement de la participation dans les quartiers populaires, cette expérimentation est portée par la Fédération des centres sociaux associatifs et la coordination associative Pas Sans Nous et financée par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

âgée de 37 ans, est d'origine algérienne. Arrivée en France à la fin des années 1990, elle a toujours habité le quartier et a arrêté de travailler après la naissance de ses enfants. Suivant de près leur scolarité, elle s'investit dans plusieurs structures locales mais aussi dans les associations de parents d'élèves.

Le « noyau dur » du public est composé d'une petite dizaine de femmes au profil comparable à celui de Myriam. Elles sont mobilisées par les animatrices de la table de quartier, aux caractéristiques sociologiques proches. Najet et Imane sont deux femmes maghrébines âgées de 48 ans pour l'une et de 26 ans pour l'autre, au moment de l'enquête. Toutes deux originaires des quartiers nord de Marseille, elles sont salariées du centre social. Najet a été recrutée spécialement par le directeur du centre pour animer la table de quartier. Son parcours professionnel n'est pas typique du travail social : avant Malpassé, elle a connu une seule courte expérience comme éducatrice de rue et a davantage occupé des emplois dans le secteur tertiaire. C'est son parcours militant qui a favorisé son recrutement pour animer la table de quartier. Najet s'est en effet particulièrement investie dans une mobilisation contre le projet de rénovation urbaine touchant son quartier d'origine, limitrophe à Malpassé. Elle a monté puis animé une association de locataires et réussi à mobiliser des habitant-e-s autour de la question des logements face à l'augmentation des loyers. Son engagement a été reconnu au-delà de son quartier puisqu'elle a été amenée à valoriser son expérience dans d'autres territoires périphériques marseillais. Imane était pour sa part déjà salariée du centre social au sein du secteur « familles ». Sa trajectoire est marquée par des engagements locaux (associations de parents d'élèves), et si elle dispose d'un moindre capital militant que Najet, elle partage une même représentation des capacités de mobilisation dans les quartiers populaires. Toutes deux valorisent en effet les ressources des habitant-e-s et se sont approprié le dispositif comme un espace d'auto-organisation. Les animatrices et les participantes ont des représentations similaires des territoires populaires. Tout en dénonçant les inégalités qu'elles subissent, ces deux groupes d'actrices mettent en avant la « force des quartiers » (Kokoreff, 2003). Ainsi pour Najet :

Moi j'ai vécu toute ma vie dans les quartiers. Je connais la vie des gens ici, je sais de quoi on est capables. Pour moi les problèmes ici ils doivent être résolus avec les habitants [...]. On n'est pas que des bons à rien, on a une force aussi.³

Myriam, une participante, valorise également son environnement résidentiel lorsqu'elle dénonce des problèmes qui ne pourront être résolus, à ses yeux, que grâce à des mobilisations collectives :

³ Entretien avec Najet, animatrice de la table de quartier, 20 janvier 2015.

C'est vrai que c'est pas toujours blanc blanc blanc, mais c'est pas toujours noir noir noir quand même. [...] Ça manque de quelques structures pour nos enfants. Ça manque, mais on est en train de nous battre pour ça, pour réclamer et tout.⁴

L'ancrage local des animatrices fonctionne en outre comme une forme de capital d'autochtonie (Retière, 2003) et renforce leur proximité sociale avec les participantes. Ces propriétés sociales favorisent les affinités et l'identification. C'est le cas de Naïma, une habitante du quartier âgée d'une cinquantaine d'années, d'origine algérienne, qui témoigne de la proximité qu'elle partage avec Najet :

On vient aussi à la table de quartier pour échanger avec d'autres femmes, pour être ensemble. C'est vrai qu'avec Najet, on la connaît toutes, on est en confiance, on partage au-delà des problèmes du quartier, nos problèmes plus personnels aussi.⁵

Ces processus d'identification contribuent à expliquer la surreprésentation des femmes au sein de la table de quartier et, à l'inverse, la démobilité des hommes maghrébins, bien que d'autres facteurs entrent également en compte, on va le voir. Si les participantes de la table de quartier sont exclusivement des femmes, la dimension non mixte du public n'est pas thématifiée comme telle par les animatrices, ni même valorisée. Ce groupe constitue de fait un public classique des dispositifs de concertation dans les quartiers populaires. D'autres travaux ont en effet mis en évidence la prépondérance des femmes de groupes ethniques minorisés dans les structures d'action sociale (Faure et Thin, 2007 ; Paoletti et Rui, 2015). Celle-ci s'explique d'un côté par la forte dimension genrée du travail social où les femmes constituent la majorité des salariées comme du public. De plus, elles font l'objet d'injonctions spécifiques à la participation visant à les mobiliser du fait de la représentation stigmatisante de l'oppression des femmes des groupes ethniques minorisés, notamment musulmanes, qui les confinerait à l'espace domestique (Ait Ben Lmadani, 2008 ; Manier, 2009). La mobilisation de ce groupe de participantes à la table de quartier induit en retour des processus de démobilité d'autres publics.

La démobilité des hommes des groupes ethniques minorisés

L'encadrement du public ordinaire de la participation par les travailleuses sociales conduit à la démobilité d'hommes maghrébins qui cherchent pourtant, initialement, à s'investir dans ces dispositifs participatifs. Leur exclusion découle de la délégitimation, de la part des animatrices, des causes qu'ils portent, notamment relatives aux questions d'emploi.

En novembre 2014, au lancement de la table de quartier, les animatrices multiplient les réunions dans le but de mobiliser le plus grand nombre d'habitant-e-s du quartier et d'associations. Elles expérimentent

⁴ Entretien avec Myriam, habitante du quartier, fréquentant la table de quartier, 6 décembre 2016.

⁵ Entretien avec Naïma, habitant du quartier, fréquentant la table de quartier, 22 mai 2017.

plusieurs formats de réunions et horaires afin de trouver l'organisation idoine. Ces essais sont l'occasion de voir émerger des sujets potentiels de mobilisation et des acteurs et actrices qui seront, par la suite, absents. La question de l'emploi fait partie des thématiques qui apparaissent lors des premières réunions :

La deuxième réunion de la table de quartier de Malpassé a lieu le samedi 7 novembre 2014 à 14h, moins de deux mois après le lancement. Entre-temps, les animatrices ont sillonné le quartier et organisé de petites réunions thématiques à différents endroits (locaux associatifs, au pied de certaines cités) pour présenter le projet aux habitant-e-s et recueillir leurs témoignages dans le but d'élaborer le portrait de quartier. Lors de cette réunion, une cinquantaine de personnes sont présentes : celles qui étaient là à la première réunion, mais également des nouvelles. Je remarque qu'il y a davantage d'hommes en comparaison de la première réunion et qu'une partie des personnes présentes sont peu familières du centre social. Najet introduit la réunion en présentant ce qu'est une table de quartier et précise que celle-ci est faite pour répondre aux besoins des associations du quartier, mais est aussi ouverte à tous les habitants. Elle encourage les habitant-e-s à prendre la parole même pour parler de problèmes qu'ils « jugent individuels alors qu'en fait ils nous concernent tous ». Un homme âgé d'une quarantaine d'années, maghrébin, prend la parole sur un ton vindicatif : « Le problème dans nos quartiers, on le connaît tous, le problème c'est l'emploi, l'emploi des jeunes. Qu'est-ce que vous pouvez faire pour l'emploi ? Est-ce que vous avez des solutions miracles ? Parce que si vous voulez savoir le problème des gens, ben c'est simple, c'est le chômage, les promesses qu'on va avoir des emplois dans le quartier, mais qu'on ne voit jamais. Alors, c'est quoi les solutions maintenant ? » D'autres personnes présentes, notamment des hommes, renchérissent sur ces propos dans un brouhaha général. Najet tente de calmer le public. Lorsque le calme revient, elle répond : « Il a raison le monsieur, il a raison de se préoccuper de l'emploi des jeunes, on nous a tellement promis et maintenant on n'y croit plus. On ne peut pas vous promettre de solution miracle, nous si on avait la solution... Mais on peut essayer de travailler ensemble là-dessus... » L'homme reprend alors la parole : « Bon, mais là on parle, on parle, mais qu'est-ce que cela va changer ? Nos jeunes sont toujours au même stade. Est-ce que vous allez pouvoir changer quelque chose ? Nous on veut du concret maintenant, c'est fini la parlotte ! »⁶

La question de l'emploi des habitant-e-s du quartier est ainsi d'abord mise à l'agenda par des hommes maghrébins âgés de 40 à 50 ans. Le taux de chômage à Malpassé est en effet particulièrement élevé (24 % en 2016, contre 13 % dans l'ensemble du 13^e arrondissement)⁷ et frappe notamment les individus entre 25 et 54 ans (27 % en 2016). Le chômage et l'inactivité touchent tout autant les hommes que les

⁶ Extrait du carnet d'enquête, réunion de la table de quartier de Malpassé, 7 novembre 2014.

⁷ Source : INSEE, recensement de 2016.

femmes⁸. En entretien, Faïza, participante de la table de quartier, témoigne également de ses difficultés à trouver un emploi :

Je reste avec l'objectif de trouver un emploi. Je crois que c'est pas les capacités qui me manquent, c'est vrai que mon foulard, ça me freine un petit peu dans mes recherches d'emploi.⁹

Bien qu'elle dénonce les discriminations ethniques qu'elle subit sur le marché du travail, Faïza, à l'instar des autres participantes, ne cherche pas à inscrire cette thématique à l'agenda de la table de quartier. À l'inverse, les hommes maghrébins multiplient les actions pour dénoncer leurs difficultés à trouver un emploi. Une réunion institutionnelle (fermée aux habitant-e-s) autour du projet de rénovation urbaine en offre ainsi une bonne illustration :

Le mercredi 26 novembre 2014 à 18h a lieu au centre social la réunion trimestrielle de la commission de suivi du projet de rénovation urbaine. Cette commission, organisée par les technicien-ne-s de la rénovation urbaine, n'est pas ouverte au grand public, mais constitue plutôt une réunion d'étape sur les travaux entre acteurs et actrices institutionnel-le-s et quelques responsables associatifs. Ce jour-là, en plus des vingt personnes invitées une dizaine d'hommes maghrébins âgés de 40 à 50 ans sont présents. La réunion commence sur la question des travaux en cours. Les hommes venus en groupe prennent alors la parole, non sans véhémence : « Pourquoi il y a un chantier et on n'a pas été prévenus ? Les gens qui y travaillent ne sont même pas des gens du quartier ! Nous on cherche du travail et à chaque fois c'est la même chose, on nous dit que c'est trop tard ! » Certains s'emportent, crient et menacent de bloquer le chantier pour protester. Le directeur du centre social prend la parole en expliquant la situation et en rappelant les services de l'emploi et de l'insertion qui peuvent aider sur ces questions. Les hommes ne se calment pas, « mais ça ne sert à rien, on y va nous aux rendez-vous. Vous dites que vous nous aidez, mais c'est faux ! » Ils partent en groupe bruyamment. La réunion se poursuit avec les personnes présentes invitées.¹⁰

Malgré ces mobilisations autour de la question de l'emploi au sein de la table de quartier comme dans d'autres espaces de discussion plus institutionnels, cet enjeu ne fera pas partie des thématiques traitées par la suite. Les réunions suivantes portent essentiellement sur le logement et le « cadre de vie ». Plusieurs éléments peuvent expliquer cette disparition. D'une part, dans le cadre de la politique de la ville, la participation s'est historiquement concentrée sur les enjeux de cadre de vie et d'aménagement

⁸ Néanmoins, à partir des données de l'INSEE, l'addition des « actifs chômeurs » et des « inactifs non retraités » chez les 15-64 ans montre qu'en 2016, 41 % des hommes sont exclus du marché du travail, contre 58 % pour les femmes.

⁹ Entretien avec Faïza, habitante du quartier, 6 décembre 2016.

¹⁰ Extrait du carnet d'enquête, réunion de suivi trimestriel du projet de rénovation urbaine, 26 novembre 2014.

urbain (Bacqué, Rey et Sintomer, 2005), davantage que sur les questions sociales, contribuant à façonner des routines professionnelles et institutionnelles qui ne sont plus interrogées.

Par ailleurs, les trajectoires des animatrices témoignent d'une appétence pour les questions liées au logement et à la rénovation urbaine, notamment en ce qui concerne Najet. Recrutée du fait de ses expériences militantes, elle a ainsi à cœur de mettre ses compétences au service des habitant-e-s de Malpassé :

Je n'ai pas de méthode particulière, je pense que ça doit se faire au feeling. Moi j'ai l'expérience sur la rénovation urbaine, les réunions qu'on avait organisées avec le bailleur par exemple. D'un problème individuel, par exemple autour des loyers, on l'a rendu collectif. Moi j'aimerais bien qu'on fasse cela à la table de quartier.¹¹

L'agenda de la table de quartier est ainsi façonné par les animatrices et plus particulièrement par l'expérience militante de Najet au sujet de la rénovation urbaine. Bien qu'elles témoignent d'une volonté inclusive, Najet et Imane disposent malgré tout d'un certain pouvoir dans la définition de l'ordre du jour et l'orientation des discussions de la table de quartier. L'absence d'accompagnement et de formation à l'animation d'un dispositif participatif les conduit à se focaliser sur des thématiques qu'elles connaissent et maîtrisent. On peut également faire l'hypothèse que la difficulté à trouver des leviers d'action sur l'emploi conduit les animatrices à se centrer sur des enjeux de proximité sur lesquels elles pensent pouvoir obtenir davantage de résultats.

Cette évacuation de la question du chômage des jeunes a des conséquences importantes. Elle conduit à la démobilisation de ceux qui la portent, qui ne seront plus présents aux réunions suivantes. Lors d'un entretien informel, Mohammed, l'homme qui avait soulevé la question de l'emploi lors de la réunion, me fait part des raisons de son désintérêt pour les dispositifs de participation :

Franchement non, moi ça ne m'intéresse pas vos trucs de blabla. C'est que du blabla. À quoi ça sert ? Moi je vous l'ai dit, l'autre jour, le problème c'est le travail, y'a pas de travail, nous on veut travailler, mais y'a rien... Moi j'en ai fait des réunions, j'en ai fait et c'est toujours pareil. On parle, on parle et après il ne se passe jamais rien !¹²

On saisit ici une forme de lassitude face aux faibles résultats des nombreux dispositifs de « participation des habitants » menés dans le cadre de la politique de la ville. On retrouve des éléments proches de ceux avancés par Sylvia Faure et Daniel Thin (2007) dans l'explication du faible investissement des hommes

¹¹ Entretien avec Najet, animatrice de la table de quartier, 12 janvier 2015.

¹² Extrait du carnet d'enquête, rencontre informelle avec Mohammed B. devant le chantier de la mosquée, décembre 2014.

des quartiers populaires dans les espaces de participation, qu'ils interprètent comme une conséquence de la domination sociale et ethnique qu'ils vivent, notamment sur le marché du travail. La désertion des hommes de la participation renforce les frontières de genre au sein du dispositif. D'une part, parce qu'elle accentue la dimension non mixte du public. D'autre part, parce que la disqualification des questions d'emploi se fait en parallèle d'une mise à l'agenda d'autres sujets liés à l'accessibilité de l'espace urbain aux jeunes mères avec poussettes ou l'existence d'espaces de jeux pour enfants. Ce sont donc des enjeux autour du *care* et de la parentalité qui sont principalement abordés au sein de la table par les femmes, qui deviennent rapidement catégorisées par les travailleurs et travailleuses sociales comme des « mamans » (Chevallier, 2019).

La mise à l'écart des hommes maghrébins des dispositifs participatifs est donc une conséquence indirecte de pratiques de mobilisation de la part des animatrices. Elles relèvent principalement de jeux de cadrage : en choisissant des thématiques considérées comme légitimes, et donc des espaces jugés pertinents de concertation, ces actrices mobilisent certains groupes et en démobilisent d'autres. La démobilisation dont font l'objet ces hommes les conduit à transformer leur rapport à la fois à l'espace du quartier et à la participation.

FAIRE FACE A LA DEMOBILISATION : TRANSFORMATIONS DU RAPPORT A L'ESPACE ET AUX INSTITUTIONS

La démobilisation des hommes maghrébins conduit à des formes d'*exit* ou de défection (Hirschman, 1970) de la participation, qui se manifestent dans le rapport qu'ils entretiennent à l'espace public du quartier. Marwan Mohammed a montré comment les stratégies de disqualification par la stigmatisation des groupes ethniques minorisés pouvaient conduire à une démobilisation individuelle comme stratégie d'*exit* (Mohammed, 2018). Je voudrais insister ici sur les mécanismes collectifs induits par la démobilisation des hommes des groupes ethniques minorisés. La mise à l'écart des dispositifs participatifs les conduit d'abord à un repli spatial autour de la mosquée qui constitue un lieu de sociabilité ethnique et un espace-ressource. Cette transformation du rapport au quartier s'accompagne de la mise en place d'une relation de représentation limitée avec le responsable associatif de la mosquée, qui, au lieu de permettre la prise en charge de leurs intérêts, renforce encore leur exclusion de la participation institutionnelle.

Le repli spatial autour de la mosquée

La mosquée du quartier constitue un espace-ressource (Talpin, O'Miel et Frégosi, 2017) pour les hommes maghrébins. Cette mosquée associative existe depuis les années 1990 et jouit d'une relative légitimité auprès des institutions locales ; en témoigne la vente d'un terrain appartenant au bailleur social

du quartier pour la construction d'un nouvel édifice. Ma présence régulière à Malpassé, et notamment au centre social situé en face de la mosquée, m'a permis d'observer la fréquentation du lieu de culte à différents moments de la semaine. Le vendredi est le jour qui rassemble le plus de fidèles, venant du quartier, mais aussi d'ailleurs. Les autres jours de la semaine, la mosquée est moins fréquentée. Sur son parvis, on retrouve le même groupe d'hommes qui passe plusieurs heures de la journée à échanger. Ils ont entre 40 et 60 ans et sont maghrébins. Ils ne travaillent pas et résident pour la plupart depuis de nombreuses années dans le quartier. Khaled, 58 ans, est né en Algérie et est venu en France enfant. Il a toujours habité le quartier et occupé divers emplois dans le bâtiment avant qu'un accident du travail ne le force à l'inactivité. Il vit seul depuis son divorce¹³. Une partie de ces hommes a tenté d'investir les dispositifs de participation, à l'instar de Mohammed, mentionné plus haut. Ayant vécu la majeure partie de sa vie dans le quartier, il se présente comme un « chômeur longue durée », est père de quatre enfants, tous scolarisés dans le quartier¹⁴. Khaled comme Mohammed fréquentent la mosquée quasi quotidiennement. Pour Khaled, la mosquée représente une façon d'« occuper [son] temps », il la fréquente « depuis une dizaine d'années », époque à laquelle il devient pratiquant. Mohammed indique fréquenter cette mosquée depuis sa jeunesse. Il y vient, car « on discute, on est entre nous, on se connaît, c'est agréable ». À ce titre, la mosquée constitue un espace de sociabilité communautaire, une forme de « centralité populaire » (Collectif Rosa Bonheur, 2019), l'entre-soi devenant ici une ressource face aux formes de stigmatisation dont ils font par ailleurs l'expérience.

Ce rapport à la mosquée est renforcé par leur exclusion des espaces de participation, contribuant à les invisibiliser davantage dans l'espace du quartier. Lors de discussions informelles ou en entretiens, tous témoignent à la fois de la valorisation de l'espace de la mosquée et de la dévalorisation du reste du quartier. Leur rapport au quartier apparaît façonné par leur expérience de la participation, comme l'explique Mohammed :

Après j'avais vous dire, le quartier il est pourri, c'est comme ça. On ne le changera pas, à force de mettre des pauvres avec des pauvres, voilà le résultat. Mais personne n'écoute, nous on a essayé de leur dire « il faut de l'emploi, il est où l'emploi ? » mais ils s'en fichent. (8 décembre 2016)

S'ils reprennent à leur compte la dévalorisation symbolique du quartier, liée notamment à sa dégradation physique et son manque d'entretien, celle-ci est accentuée par leur expérience participative. Le mépris affiché par les pouvoirs publics à l'égard du quartier et de ses habitants – dont témoignent son caractère « pourri » comme la concentration spatiale de classes populaires indésirables ailleurs – est comme

¹³ Entretien avec Khaled A., habitant du quartier, 9 décembre 2016.

¹⁴ Entretien informel avec Mohammed, réalisé devant la mosquée, 8 décembre 2016.

confirmé par le fait que « personne n'écoute », le « ils » renvoyant implicitement aux pouvoirs publics (et peut-être également à leurs relais associatifs).

Leur mise à l'écart de la participation contribue ce faisant à renforcer le rapport négatif que ces hommes entretiennent avec le quartier. Cette représentation de l'espace contraste largement avec celle véhiculée par les femmes mobilisées dans la table de quartier, qui ont un rapport plus positif à leur espace résidentiel. Alors que différents travaux mettent en avant l'importance d'un rapport positif au quartier comme support de mobilisation (Dechézelles et Olive, 2019), le rapport négatif qu'entretiennent les hommes avec le quartier, conséquence de la démobilité, agit en outre comme une contrainte durable à l'investissement d'autres espaces de discussion collectifs.

La « remise de soi » à un représentant comme renforcement de l'exit

La démobilité des hommes magrébins de la table de quartier les conduit à investir un autre espace, la mosquée, où se trouve dès lors cantonnée leur participation collective à la vie du quartier. Cependant celle-ci, du fait de la défiance dans le contexte français à l'égard de l'investissement public des acteurs religieux, ou tout du moins musulmans, mais aussi de sa structuration interne et des rapports de pouvoir qui la traversent, ne conduit pas réellement à la mobilisation de ceux qui la fréquentent. Elle semble en effet marquée par une logique de « remise de soi » (Schwartz, 1991) des fidèles au président du lieu de culte. Ce dernier ne se fait en effet pas réellement le relais des revendications relatives à la lutte contre le chômage exprimées par les hommes magrébins que j'ai rencontrés.

Cette « remise de soi » se manifeste notamment dans les refus d'une partie du groupe à mes demandes d'entretien :

À la fin de l'entretien avec Saïd, le président de l'association de la mosquée, il me présente les quatre hommes qui discutent autour de nous. Trois d'entre eux étaient présents à la réunion de la table de quartier. Je leur présente mon travail. À mes questions, ils me renvoient au « président », car « c'est son avis qui compte ». Seuls deux d'entre eux acceptent de convenir d'un entretien.¹⁵

Ces réticences à accepter un entretien et la volonté de s'en remettre au président de l'association peuvent également être interprétées comme une des conséquences de la défection des hommes de la participation instituée. On peut faire l'hypothèse que la démobilité qu'ils ont subie favorise un rapport critique et méfiant vis-à-vis des acteurs institutionnels extérieurs (ou identifiés comme tels) et un sentiment d'illégitimité. Cependant, cette « remise de soi » au responsable associatif de la mosquée renforce en réalité l'invisibilisation de leurs revendications du fait d'une relation de représentation tronquée.

¹⁵ Extrait du carnet d'enquête, entretien avec Saïd, président de l'association de la mosquée, 7 décembre 2016.

Le président de l'association de la mosquée, Saïd, est considéré comme un intermédiaire entre les hommes maghrébins musulmans et les pouvoirs publics par les acteurs et actrices institutionnel-le-s. Âgé de 62 ans lors de l'entretien (7 décembre 2016), il est né en Algérie et a immigré avec sa femme dans les années 1980. Sa mère et certains de ses frères et sœurs résident toujours en Algérie, à Oran, mais ses enfants sont nés en France. Lors de son arrivée à Marseille, il réside d'abord en centre-ville, à Noailles, avant d'obtenir un logement dans la cité des Cèdres, à Malpassé. Saïd n'a jamais travaillé et touche les minima sociaux. Sa vie dans le quartier des Cèdres est marquée par plusieurs engagements associatifs bénévoles : il a été entraîneur de l'équipe de football, président de l'amicale des locataires de son immeuble pendant dix ans et président de l'association de la mosquée à partir du milieu des années 1990. Il est très attaché à son quartier et a demandé à pouvoir être relogé dans les nouveaux immeubles après la démolition de son logement par le programme de rénovation urbaine. Son engagement historique en faveur de la communauté musulmane et au sein de l'espace associatif du quartier en fait une figure reconnue localement, tout le monde l'appelant « monsieur M. ». Saïd apparaît comme un interlocuteur légitime pour les institutions. Étienne Pingaud (2017) mobilise la notion d'« entrepreneurs islamiques » pour caractériser les leaders musulmans qui entretiennent des contacts réguliers avec le public musulman et disposent d'un mandat de représentation, tout en soulignant leur illégitimité dans l'espace politique local qu'il étudie. Dans le cas de Malpassé, Saïd dispose d'une légitimité symbolique auprès des institutions locales. En effet, son engagement associatif historique et ses prises de position publiques contre la stigmatisation de l'islam, considéré par certains comme incompatible avec la laïcité, sont valorisés par les acteurs et actrices institutionnel-le-s, à l'instar du directeur du centre social : « Monsieur M. c'est quelqu'un de très posé, il a vraiment un très bon discours pas du tout dans les clichés, vraiment très ouvert »¹⁶. Saïd est régulièrement sollicité par les technicien-ne-s pour participer aux réunions de suivi des travaux de rénovation urbaine en tant que représentant de la communauté musulmane locale.

Cependant, cette relation de représentation se noue uniquement autour des enjeux liés à la mosquée et ne permet pas une prise en compte des intérêts plus larges du groupe d'hommes maghrébins. Si les acteurs institutionnels locaux considèrent parler à la « communauté musulmane » à travers leur représentant supposé, en réalité Saïd ne porte pas les revendications de ces hommes dans les réunions auxquelles il est invité, se cantonnant à un rôle relativement passif. Peu après l'intervention des hommes à la table de quartier concernant l'emploi, évoquée précédemment, Saïd était invité à participer à une réunion concernant le chantier de rénovation urbaine en présence d'autres acteurs associatifs et institutionnels. Ses uniques prises de parole ont concerné le projet de construction de la future

¹⁶ Entretien avec le directeur du centre social de Malpassé, 9 mars 2017.

mosquée¹⁷. Ne disposant pas d'un réel mandat pour représenter ce groupe d'hommes, Saïd porte essentiellement les enjeux qui l'intéressent en tant que responsable associatif. On observe ici une forme de hiatus, une mésentente, dans la représentation de ces hommes. D'un côté, Saïd ne porte pas leurs revendications ou leurs intérêts mais ceux de l'association de la mosquée. De l'autre, pour les acteurs et actrices institutionnel-le-s, tout se passe comme si les fidèles de la mosquée, son président et les hommes maghrébins constituaient un seul et même groupe. En homogénéisant des groupes aux intérêts hétérogènes derrière un supposé même représentant, ils et elles contribuent à leur ethnicisation. Ainsi, en s'en remettant à Saïd, les hommes renforcent leur exclusion de l'espace participatif et associatif local, car la représentation non seulement ne permet pas de porter leurs intérêts – ou seulement certains d'entre eux – mais contribue à invisibiliser les causes portées par ce groupe derrière l'ethnicisation des habitant-e-s musulman-e-s et maghrébin-e-s.

Ainsi, la présence d'un leader associatif, valorisée par les institutions locales, plutôt que de permettre le maintien des hommes dans la participation, conduit à l'éviction durable de leurs revendications. Elle entraîne en outre l'invisibilisation de ce groupe tant au sein des espaces d'échanges institutionnels que de l'espace public. La démobilisation de ce groupe et l'invisibilisation de ses attentes économiques et sociales contribuent dès lors à son ethnicisation : ces hommes ne sont plus perçus que comme des fidèles de la mosquée. Un cercle vicieux se met alors en place : les conséquences spatiales de leur démobilisation et leur confinement à l'espace de la mosquée alimentent leur distance aux dispositifs institués de participation et limitent leurs possibilités de revendication aux seuls enjeux culturels.

L'étude des processus de démobilisation des hommes maghrébins à Marseille montre que la prise en compte des dispositions individuelles ne saurait suffire à expliquer les dynamiques de participation. La démobilisation découle d'abord de pratiques de mobilisation sélective de la part d'acteurs et actrices intermédiaires, ici les animatrices, largement influencées par leurs trajectoires biographiques et militantes. À rebours d'une approche trop intentionnaliste cependant, leur rôle ne saurait être compris sans la prise en compte des contraintes institutionnelles, professionnelles ou financières qui sont les leurs. Les jeux de cadrage des thématiques légitimes dans les dispositifs participatifs conduisent à l'exclusion des hommes de ces espaces où la question de l'emploi n'est pas mise à l'agenda. Cette démobilisation a des conséquences directes sur le rapport que ces groupes entretiennent avec l'espace du quartier. Car elle favorise leur repli sur un lieu spécifique, la mosquée, qui apparaît comme un espace-ressource pour les hommes. Cependant, l'impossibilité de trouver chez son président un relais à leurs revendications conduit à l'ethnicisation de ces hommes, confinés au rôle de fidèles de la mosquée.

¹⁷ Extrait du carnet d'enquête, réunion de suivi du projet de rénovation urbaine, 26 novembre 2014.

Fréquemment qualifiées de « communautaristes », ces logiques de repli, tant social que spatial, découlent ainsi d'abord des pratiques institutionnelles et des formes de marginalisation que ces acteurs ont connues au sein des dispositifs participatifs du quartier. Ces résultats invitent à renouveler les analyses relatives à l'appropriation de l'espace public par les groupes sociaux dominés, dans la lignée des travaux interrogeant le rôle du genre dans l'accès à l'espace public (Di Méo, 2012). Le rapport à l'espace et les pratiques socio-spatiales ne peuvent ainsi être analysés que de façon relationnelle, tant dans les interactions que les individus entretiennent avec les institutions qui régissent le quartier que dans les logiques de (dé)mobilisation qu'elles occasionnent. Cette étude montre ainsi que les modalités d'investissement de l'espace ne peuvent être comprises indépendamment des processus et acteurs de mobilisation ou de démobilitation des différents groupes qui résident dans les quartiers populaires, et des rapports de pouvoir qui les lient.

BIBLIOGRAPHIE

- AIT BEN LMADANI Fatima, 2008, « Dynamiques du mépris et tactiques des “faibles”. Migrantes âgées marocaines face aux institutions d'action sociale », *Sociétés contemporaines*, vol. 70, n° 2, p. 71-93.
- BACQUE Marie-Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves, 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 314 p.
- BARTH Fredrik, 1969, *Ethnic Groups and Boundaries : The Social Organization of Culture Difference*, Boston, Little, Brown and Company, 153 p.
- BERTHELEU Hélène, 2009, « La démocratie participative au prisme des rapports majoritaires / minoritaires » [en ligne], document de travail, [URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00440952/document>].
- CARREL Marion, 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions, 460 p.
- CHEVALLIER Thomas, 2019, « Résister à bas bruit aux catégorisations institutionnelles dans des dispositifs de participation à Berlin », *Participations*, vol. 25, n° 3, p. 109-138.
- Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 240 p.
- DECHEZELLES Stéphanie, OLIVE Maurice éd., 2019, *Politisation du proche : les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, PUR, 270 p.
- DI MEO Guy, 2012, « Femmes, sexe, genre », *Espaces et sociétés*, vol. 150, n° 2, p. 149-163.
- DOYTCHEVA Milena, 2010, « Une reconnaissance paradoxale : ethnicité et participation dans les politiques de la ville », *Penser les questions sociales et culturelles contemporaines : quels enjeux pour l'intervention sociale ?* M. Boucher éd., Paris, L'Harmattan, p. 175-195.

- FAURE Sylvia, THIN Daniel, 2007, « Femmes des quartiers populaires, associations et politiques publiques », *Politix*, vol. 78, n° 2, p. 87-106.
- GUENIF SOULAMAS Nacira, MACE Éric, 2006, *Les féministes et le garçon arabe*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 109 p.
- HIRSCHMAN Albert O., 1970, *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 162 p.
- KOKOREFF Michel, 2003, *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 349 p.
- MANIER Marion, 2009, « L'engagement en faveur de l'émancipation des "femmes de l'immigration" dans les associations d'action sociale. Frontières interethniques et de genre », *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : classe, ethnicité, genre*, L. Arnaud, S. Ollitrault, S. Rétif, V. Sala Pala éd., Paris, L'Harmattan, p. 75-95.
- MATTINA Cesare, 2016, « Gouverner la ville avec des milieux "communautaires". Construction et légitimation des "communautés" gagnantes dans l'espace public marseillais » [en ligne], *Métropoles*, vol. 19, [DOI : 10.4000/metropoles.5383].
- MOHAMMED Marwan, 2018, « Discriminer pour "mieux" gouverner la ville Accusation de communautarisme et répression politique à l'échelle locale », *Communautarisme ?* M. Mohammed et J. Talpin éd., Paris, PUF, p. 69-83.
- PAOLETTI Marion, RUI Sandrine, 2015, « Introduction. La démocratie participative a-t-elle un sexe ? », *Participations*, vol. 12, n° 2, p. 5-29.
- PEUGNY Camille, 2016, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 5, p. 735-759.
- PINGAUD Étienne, 2017, « Chapitre 2. Entrepreneurs islamiques et mobilisations de musulmans dans les quartiers populaires », *L'islam et la cité : engagements musulmans dans les quartiers populaires*, J. Talpin, J. O'Miel, F. Frégosi éd., Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, p. 85-110.
- RAIBAUD Yves, 2015, « La participation des citoyens au projet urbain : une affaire d'hommes ! », *Participations*, vol. 12, n° 2, p. 57.
- RETIERE Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, p. 121-143.
- SALA PALA Valérie, 2013, *Discriminations ethniques : les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni*, Rennes, PUR, 302 p.
- SAUVADET Thomas, BACQUE Marie-Hélène, 2011, « Éditorial », *Espaces et sociétés*, vol. 144-145, n° 1-2, p. 7-13.
- SCHWARTZ Olivier, 1991, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n° 13, p. 79-86.

- SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier, RENAHY Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 363 p.
- TALPIN Julien, 2006, « Jouer les bons citoyens », *Politix*, vol. 75, n° 3, p. 11-31.
- TALPIN Julien, O'MIEL Julien, FREGOSI Frank éd., 2017, *L'islam et la cité : engagements musulmans dans les quartiers populaires*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 280 p.
- TISSOT Sylvie, 2007, *L'État et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Le Seuil, 300 p.
- ZEGNANI Sami, 2013, *Dans le monde des cités : de la galère à la mosquée*, Rennes, PUR, 238 p.